

## **Avant-propos du rapport annuel sur la politique de concurrence 2023**

**par Margrethe Vestager, vice-présidente exécutive et commissaire à la concurrence**

À l'heure de dresser le bilan de l'année écoulée, il est difficile de dissocier nos réalisations des effets persistants de la crise. La pandémie mondiale a immédiatement cédé la place à la guerre en Ukraine et les effets de ces deux événements ont continué de se faire sentir, ce qui a obligé la Commission européenne à répartir ses efforts afin, d'une part, de poursuivre l'adoption de mesures de crise et, d'autre part, de progresser sur la voie de nos objectifs à plus long terme.

Fort heureusement, dans la politique de concurrence comme dans d'autres domaines, nous avons pu mener à bien ces deux tâches. Sur le front de la crise, cette année a de nouveau été exceptionnelle en ce qui concerne le contrôle des aides d'État. En effet, plus de 200 décisions ont été prises au titre de l'encadrement temporaire de crise lié à la COVID-19 (ETC) et de l'ETC/encadrement temporaire de crise et de transition (ETCT) qui a suivi l'attaque de l'Ukraine par la Russie. Tout cela est venu s'ajouter à un programme déjà chargé en matière d'aides d'État, avec plus de 600 décisions au total.

Dans le domaine des pratiques anticoncurrentielles et des ententes, la charge de travail a également été lourde. Nous avons pris cinq décisions, adressé six communications des griefs et procédé à sept inspections inopinées. Certaines de ces affaires ont marqué les esprits, comme l'amende infligée à *Intel* pour abus de position dominante sur le marché des unités centrales de traitement (CPU) pour les ordinateurs, ou la décision concernant une entente dans le secteur de la défense, une première.

Dans le domaine du contrôle des concentrations, l'augmentation de l'activité liée aux concentrations dans le contexte de la crise a encore une fois été synonyme d'année agitée pour la Commission. En 2023, sur les 333 décisions adoptées en matière de concentrations, 271 ont été autorisées à la suite d'une procédure simplifiée. La Commission est intervenue dans 11 projets de rachat et a interdit un projet de concentration, à savoir l'acquisition d'*eTraveli* par *Booking*. L'affaire *Illumina/GRAIL* a été un cas particulier qui, malgré l'interdiction prononcée un an auparavant, a continué d'accaparer notre attention en raison de mesures visant à rétablir la situation antérieure et exigeant qu'*Illumina* dénoue l'opération.

Parallèlement à toutes ces activités, la Commission a continué de poursuivre les priorités fixées en 2019, au début de son mandat. En ce qui concerne la transition numérique, la pandémie n'a fait qu'accélérer le processus. Il est donc d'autant plus urgent que l'UE mette en place les politiques adaptées, à savoir celles qui garantissent l'ouverture, la contestabilité et la sécurité de nos marchés numériques, d'une manière qui serve les intérêts des consommateurs et des entreprises en Europe. Et, crise ou pas, les effets du changement climatique ont des répercussions réelles sur l'Europe et le monde, ce qui montre à quel point nous devons continuer à progresser vers le «zéro net».

En 2023, les travaux sur les projets importants d'intérêt européen commun (PIIEC) se sont poursuivis à un rythme soutenu. L'autorisation d'aides d'État pour un montant total de 1,2 milliard d'EUR, en faveur de la recherche, du développement et du premier déploiement industriel des technologies avancées d'informatique en nuage et de périphérie, a concerné sept États membres et 19 entreprises, dont des petites et moyennes entreprises. Ces projets novateurs permettront des avancées majeures dans le domaine des technologies de traitement des données et auront des retombées positives pour l'UE dans son ensemble.

En ce qui concerne la transition écologique, la politique de concurrence n'est évidemment pas l'outil principal de la Commission européenne. Toutefois, elle a un rôle important à jouer pour agir sur les

émissions de carbone de l'UE. En 2023, les aides d'État au titre de l'ETCT ont soutenu de nombreuses manières les efforts de l'UE en matière de décarbonation et de lutte contre le changement climatique, notamment en appuyant la transition du secteur sidérurgique européen vers l'énergie renouvelable; en favorisant l'éolien en mer; en aidant les mineurs de charbon à mesure que l'UE abandonne progressivement les combustibles fossiles. Nous avons également publié de nouvelles lignes directrices sur la coopération horizontale, qui précisent comment les entreprises pourraient coopérer légalement, afin d'enregistrer des avancées environnementales dans leur secteur.

Enfin, en 2023, des progrès importants ont été accomplis en ce qui concerne le règlement sur les marchés numériques et le règlement relatif aux subventions étrangères. Pour ce qui est du règlement sur les marchés numériques, la Commission a désigné six plateformes numériques comme «contrôleurs d'accès», représentant au total 22 services de plateforme essentiels. En obligeant les contrôleurs d'accès à se conformer à la liste complète des obligations et des interdictions, le DMA garantira un choix plus large et une plus grande liberté aux consommateurs et aux entreprises utilisatrices de leurs services.

Le règlement relatif aux subventions étrangères est également entré en application en 2023. Ce règlement contribuera à établir des conditions de concurrence équitables à l'égard des entreprises qui reçoivent des subventions de pays tiers. La Commission a désormais le pouvoir d'enquêter sur ces aides afin de faire en sorte qu'elles ne créent pas de distorsions sur notre marché unique, auquel cas nous pouvons prendre les mesures appropriées - amendes, mesures correctrices, voire blocage des opérations.

Tout cela vient s'ajouter à la poursuite des travaux visant à rationaliser nos procédures et nos règles afin de garantir qu'elles soient adaptées aux défis à venir. En effet, même si en 2023, nous avons dû mener de front deux missions (gérer la crise et progresser sur la voie de la réalisation de nos objectifs), je sais que nous sommes loin d'en avoir terminé. Heureusement, nous avons montré à quel point nous pouvions être résilients lorsqu'il s'agit de faire appliquer nos règles de concurrence de manière efficace et cohérente.

Nous sommes prêts.